

Chapitre 5

Ça passe ou ça casse avec la gestion de l'offre

Du tout début jusqu'à la toute fin, une question de politique a été au cœur de ma campagne à la chefferie du Parti conservateur du Canada : la gestion de l'offre en agriculture. Il s'agit du système mis en place par le gouvernement de Pierre Trudeau au début des années 1970 qui maintient les prix des produits laitiers, de la volaille et des œufs à un niveau artificiellement élevé. Comme je l'ai dit à plusieurs reprises durant la campagne, c'est un cartel. C'est tout à fait l'inverse d'un marché libre et un parti conservateur ne devrait pas appuyer un tel système.

Je savais que si je voulais être pris au sérieux comme quelqu'un qui fait de la politique autrement, je devais prendre position sur cette question, qui est devenue l'un des plus grands tabous de la politique canadienne. À l'heure actuelle, tous les partis représentés au Parlement soutiennent officiellement la gestion de l'offre.

Cette nécessité de prendre clairement position a été mise en relief de manière particulièrement agaçante au début de 2016, lorsque mon compte Twitter est devenu plus actif en préparation du lancement de la campagne. Presque toutes les fois où je publiais un tweet pour défendre le libre marché en général, ou pour plaider en faveur d'une intervention gouvernementale moins lourde dans un secteur ou un autre, j'obtenais plusieurs réponses du genre : « Ouais, on sait bien, vous voulez des marchés libres partout sauf quand il est question de la gestion de l'offre. À quoi d'autre peut-on s'attendre? Vous n'êtes qu'un autre politicien hypocrite du Québec! ».

Certains de ces sceptiques étaient simplement des trolls qui se livraient à leurs habituelles attaques contre tout et n'importe quoi. Mais je pouvais bien voir que la plupart d'entre eux étaient des partisans conservateurs, souvent de l'Ouest, qui étaient tout simplement fatigués d'être manipulés, attirés par une rhétorique de libre marché et ensuite trahis; fatigués d'entendre les mêmes propos incohérents de politiciens qui défendent un ensemble de principes et ensuite un autre, en fonction du sujet; et fatigués aussi des politiciens québécois qui, d'après eux, n'ont d'autre principe que de défendre les intérêts du Québec au détriment du reste du pays.

J'étais attaqué par ceux-là mêmes qui étaient supposés constituer le noyau de mes appuis, les libertariens et les conservateurs fortement attachés à l'économie

de marché, les membres du parti qui étaient idéologiquement les plus proches de moi. Malgré ma réputation dans les cercles politiques comme l'un des plus ardents défenseurs du libre marché dans le gouvernement Harper, ils n'étaient pas d'humeur à être indulgents envers moi alors que je m'apprêtais à lancer ma campagne. Ou peut-être en savaient-ils trop peu sur moi pour même envisager de me donner une chance. Ce qui venait alors à l'esprit de la plupart des gens lorsqu'ils pensaient à moi, y compris les conservateurs, n'était ni mes discours, ni mes positions politiques, mais l'affaire Couillard.

Pourquoi m'auraient-ils donné une chance de toute façon? Je n'avais rien fait pour contredire leur scepticisme à ce propos. Pendant une décennie, j'avais suivi la ligne du parti et défendu la gestion de l'offre à chaque élection et toutes les fois où l'on m'interrogeait à ce sujet. L'Énoncé de politique du Parti conservateur consacre l'appui officiel du parti à la gestion de l'offre. En tant que député et ministre d'un gouvernement qui appuyait la gestion de l'offre, je n'étais pas en mesure de remettre en cause la décision démocratique du parti, ni de ne pas respecter la solidarité ministérielle. Je m'y suis donc conformé comme tous mes collègues, même si j'ai toujours entretenu de sérieux doutes durant toutes ces années. C'était l'une des choses que je détestais le plus dans mon travail de politicien : être obligé de renier mes convictions les plus profondes sur une question qui, par surcroît, allait tout à fait à l'encontre de ce que devrait promouvoir un parti conservateur.

Les commentaires sarcastiques ont continué avec une vigueur renouvelée après que je sois devenu officiellement candidat le 7 avril 2016. Il y avait une question que me posaient presque tous les journalistes : « Vous dites que vous voulez baser votre campagne sur les principes du libre marché. Mais comment conciliez-vous cela avec votre défense de la gestion de l'offre? ». Ils savaient très bien que cela m'embarrasserait. Je répétais que je ferais connaître plus tard mes orientations politiques précises, et que j'aborderais la question de la gestion de l'offre parmi celles-ci. Mais ce n'était qu'une tactique dilatoire. Même si la chose est difficile à croire maintenant que la campagne est terminée, la position que j'allais adopter, et le moment où je l'adopterais, étaient loin d'être déterminés au départ.

Qu'est-ce que la gestion de l'offre?

Avant de raconter comment je suis devenu le seul parmi quatorze candidats à la chefferie à m'y opposer, il est important d'expliquer d'où vient la gestion de

l'offre, en quoi est-ce une si mauvaise politique et pourquoi en est-elle venue à jouer un rôle si important dans la politique canadienne.

Selon un document de la Bibliothèque du Parlement, la raison officielle de sa mise en place est que, durant les années 1960, « le secteur agricole canadien a été marqué par la surproduction en raison de percées technologiques, ce qui entraînait des prix bas et instables et donnait lieu à des disputes entre producteurs et transformateurs. (...) C'est donc dans un contexte d'instabilité des prix et de fluctuation des revenus des agriculteurs que le système de la gestion de l'offre a vu le jour »¹.

Les fluctuations des revenus et la baisse des prix dans les secteurs du lait, des œufs et de la volaille ne sont toutefois pas un phénomène nouveau ni spécial. Cela fait partie de l'histoire de l'agriculture dans tous les pays développés. Cependant, pour une raison quelconque, les organisations représentant ces producteurs ont réussi à convaincre suffisamment de politiciens que le libre marché ne fonctionnait pas pour eux, que leur situation était particulière et qu'elle justifiait un système d'un type différent par lequel la production serait contrôlée.

Ce n'est pas une surprise si le gouvernement qui a adopté la gestion de l'offre était le gouvernement libéral de Pierre Trudeau. Trudeau était le type même d'un intellectuel de gauche. Issu d'une famille aisée, il n'avait pas eu à travailler pour gagner son pain et avait passé une partie de sa vie d'adulte à écrire et à voyager en bohème. Il était un admirateur de la Chine communiste et de Cuba, et un grand fan de Fidel Castro. Avant de devenir libéral à la fin des années 1960, il avait été un partisan de la CCF et du NPD. Il n'avait aucune compréhension de l'économie.

Le début des années 1970 a également été une période durant laquelle le keynésianisme et les théories économiques interventionnistes faisaient fureur. Les gouvernements partout en Occident n'ont pas cessé de grossir depuis un siècle, mais ils l'ont fait à un rythme particulièrement rapide durant cette période. C'est à ce moment que le gouvernement fédéral a commencé à perdre le contrôle de ses finances et que notre dette nationale a commencé à augmenter à un rythme alarmant. C'était une période sombre pour les défenseurs du libre marché. Le contrôle des prix et des salaires (instauré par Trudeau en 1973), la nationalisation d'industries entières et la planification centrale bureaucratique

¹ Khamla Heminthavong, « Le mécanisme de la gestion de l'offre au Canada », Bibliothèque du Parlement, 17 décembre 2015, <https://lop.parl.ca/Content/LOP/ResearchPublications/2015-138-f.html>.

étaient perçus par les élites intellectuelles de cette période comme des moyens efficaces d'accélérer la croissance économique et de corriger les imperfections du capitalisme.

C'est dans ce contexte que la gestion de l'offre a été mise en place, et elle était une illustration typique des politiques adoptées à l'époque. Ça ne ressemble aucunement à ce qu'un conservateur de principe devrait défendre. Dès le début, rien de cela n'était compatible avec une approche conservatrice.

Il existe trois « piliers » réglementaires soutenant le système de gestion de l'offre qui garantissent qu'aucune pression provenant des forces du marché ne le menace, qu'elle provienne de l'intérieur ou de l'extérieur du pays. On les appelle piliers parce que tous les trois sont nécessaires pour préserver l'intégrité du système. Comme l'a expliqué le ministre de l'Agriculture du Québec, Laurent Lessard, « (i) n'y a pas un morceau qui s'enlève, parce que c'est toute la structure qui tomberait »².

Le premier est le contrôle de la production, de sorte que la quantité de lait, d'œufs et de poulet sur le marché se limite à ce que les Canadiens sont censés consommer. Un office national de commercialisation détermine cette quantité et fixe des quotas de production pour chaque province. Les offices provinciaux sont responsables de la vente des quotas aux agriculteurs, auxquels on interdit strictement de produire plus que ce qu'on leur indique.

Le deuxième pilier est la fixation, par des agences bureaucratiques, des prix que les transformateurs doivent payer aux agriculteurs pour chaque catégorie de produit.

Le troisième pilier est le contrôle des importations. Comme tout système fermé et rigide contrôlé par le gouvernement – ou par des organismes bureaucratiques semi-autonomes qui se voient attribuer leurs pouvoirs par le gouvernement – ce système-ci doit également empêcher toute influence extérieure. L'Union soviétique interdisait à ses citoyens de voyager à l'étranger, ou de lire ou d'écouter des nouvelles d'autres pays. Empêcher l'information des pays libres d'infecter les esprits des citoyens soviétiques était un « pilier » nécessaire du pouvoir du Parti communiste. Dans le cas de la gestion de l'offre, au-delà de très petites quantités admises au Canada en franchise de droits, les produits

² Éric Desrosiers, « Les agriculteurs ne veulent plus céder un pouce, même pour sauver l'ALENA », *Le Devoir*, 20 janvier 2018, <https://www.ledevoir.com/economie/518078/les-agriculteurs-ne-veulent-plus-ceder-un-pouce-meme-pour-sauver-l-alena>.

étrangers sont frappés par des droits d'importation allant de 150 % pour la dinde et les œufs à environ 250 % pour le poulet, le yogourt et le fromage, et 300 % pour le beurre. Évidemment, personne n'achèterait un bien importé qui coûte trois ou quatre fois plus cher que le produit local.

Comparons cela à la façon dont un marché libre est censé fonctionner. N'importe qui peut s'y lancer en affaires et il n'y a pas d'obstacles juridiques à la libre entrée dans ce marché. Les prix sont fixés par l'offre et la demande, pas par des bureaucrates. Si vous êtes très efficace et réussissez à vendre un meilleur produit à un prix inférieur à celui de vos concurrents, vous pouvez réaliser des profits plus importants, produire plus et obtenir une plus grande part du marché. Vous n'avez pas besoin d'un permis délivré par le gouvernement pour vendre plus de lait ou de poulet. Inversement, si vous n'êtes pas efficace, personne n'est obligé d'acheter vos produits, aucune réglementation ne vous protège contre la concurrence et vous devez laisser votre place à d'autres qui servent mieux les consommateurs. Parce qu'un marché libre inclut logiquement le libre-échange, les consommateurs ont aussi un vaste choix de produits étrangers importés par des distributeurs de produits alimentaires.

Tout cela semble évident, mais je ressens le besoin de le répéter parce que, bizarrement, de nombreux partisans de la gestion de l'offre n'admettront pas qu'elle est fondée sur le contrôle et la coercition. C'est là un sujet particulièrement sensible si vous êtes conservateur, évidemment. Pourquoi le libre marché est-il le meilleur système pour la plupart des produits, en particulier les produits de consommation courante, mais pas pour les produits soumis à la gestion de l'offre? Je comprends qu'on puisse avoir des débats sur la participation du gouvernement dans la prestation des services de santé et d'éducation, la gestion des routes et des ponts, etc. Mais la production d'ailes de poulet? De yogourt? D'œufs? Mieux vaut ne pas trop se poser de telles questions fondamentales, sinon vous pourriez perdre la boule à cause d'une dissonance cognitive trop poussée.

Quand j'ai dit tout au long de la campagne que le système est un cartel, j'ai eu droit à plusieurs réactions très émotives sur les médias sociaux de la part d'agriculteurs qui l'ont pris personnellement, avec des arguments tels que : « Ma famille n'est pas un cartel, nous ne sommes pas des criminels ». Là n'est pas la question. Ils ont peut-être cru que je les accusais d'être des criminels, comme dans l'expression « cartel de la drogue ». Mais je ne cherchais pas à les insulter. Le mot cartel s'applique à un système, et non pas à des individus, et il ne décrit pas nécessairement un comportement criminel. C'est un concept économique.

Voici comment le Bureau de la concurrence du Canada le décrit : « Un cartel constitue une entente conclue entre des entreprises pour contrôler la production ou établir des ententes de marketing, ainsi que pour ne pas se livrer concurrence. Par exemple, deux ou plusieurs entreprises peuvent faire partie d'un cartel pour fixer les prix, limiter la production, allouer des marchés ou truquer les offres de biens ou de services. Les cartels causent préjudice à d'autres entreprises et aux consommateurs car ils entraînent l'augmentation artificielle des prix, la restriction des choix ou la réduction de la qualité des produits ou des services. (...) Cette infraction est aussi appelée un 'complot', et encourt une amende maximale de 25 millions de dollars et un emprisonnement maximal de 14 ans, ou l'une de ces peines »³.

Dans les économies de marché, les cartels, comme les monopoles, sont généralement illégaux. Ceux qui existent sont ceux qui sont contrôlés ou établis par le gouvernement. Celui-ci se donne le droit de fixer les prix, de restreindre ou d'éliminer la concurrence et de nuire à d'autres entreprises et consommateurs, tout en criminalisant les entreprises privées qui font la même chose.

Dans le cas de la gestion de l'offre, le cartel est, bien sûr, non seulement toléré; c'est agir en dehors du cartel qui est interdit par la loi. Mais cela ne change pas les fondements et incidences économiques de cet arrangement. La seule différence tient au fait que les membres du cartel ont persuadé les politiciens de les laisser organiser ouvertement leur complot contre les consommateurs, et de lui donner un soutien juridique et une légitimité sociale. C'est toujours un cartel selon une définition économique objective et il est parfaitement approprié de le décrire comme tel.

Les effets néfastes de la gestion de l'offre

Comme l'écrit le Bureau de la concurrence, les cartels « causent préjudice à d'autres entreprises et aux consommateurs car ils entraînent l'augmentation artificielle des prix, la restriction des choix ou la réduction de la qualité des produits ou des services ». Dans le cas de la gestion de l'offre, les effets nuisibles sont principalement dus aux prix plus élevés. Les chiffres varient d'une étude à l'autre, mais il ne fait aucun doute que la famille canadienne moyenne

³ Bureau de la concurrence Canada, Au sujet des cartels, Fiche de renseignements, 20 avril 2017, <http://www.bureaudelaconcurrence.gc.ca/eic/site/cb-bc.nsf/fra/02442.html>.

doit payer des centaines de dollars de plus que ce qu'elle devrait chaque année pour ces produits alimentaires de base.

Selon l'OCDE, les consommateurs canadiens ont dû déboursier 3,6 milliards CAN\$ de plus chaque année entre 2011 et 2015 pour tous les produits sous gestion de l'offre. Cela représente 258 \$ par famille et environ 290 000 \$ en soutien implicite pour chaque producteur⁴.

Cependant, le pire aspect de la gestion de l'offre n'est pas que tous les Canadiens qui achètent ces produits doivent payer plus. C'est que les pauvres et les ménages avec enfants sont les plus touchés. Une étude réalisée par des économistes de l'Université du Manitoba a montré que le système impose un fardeau financier additionnel de 554 \$ aux 20 % des ménages les plus riches, ce qui correspond à 0,5 % de leurs revenus. Le fardeau pour les ménages les plus pauvres n'est pas aussi lourd à 339 \$, mais il est presque cinq fois plus élevé comparé à leurs revenus, à 2,3 %⁵. Pensez-y : quelle serait la réaction si le gouvernement imposait soudainement une taxe de 2,3 % sur les revenus de millions de Canadiens parmi les plus pauvres, de façon à ce que quelques milliers de personnes privilégiées travaillant dans un petit secteur de l'économie puissent bénéficier de « revenus stables et prévisibles »? Il y aurait un tollé énorme à coup sûr. Eh bien, c'est exactement ce qui se passe.

Une étude réalisée par l'Institut économique de Montréal a examiné la question sous un autre angle. En utilisant différents seuils pour mesurer la vulnérabilité économique, les auteurs ont calculé qu'entre 133 032 et 189 278 Canadiens se retrouvent en dessous du seuil de pauvreté en raison des montants supplémentaires qu'ils doivent payer pour acheter de la nourriture, à cause de la gestion de l'offre⁶.

Il devrait être clair qu'il s'agit d'un transfert de richesse des plus pauvres vers certains des citoyens les plus riches de notre société. Les familles agricoles qui travaillent sous la gestion de l'offre sont en effet beaucoup plus riches que la plupart des familles canadiennes. Le revenu moyen après impôt de tous les

⁴ OCDE et FAO, Estimations du soutien aux producteurs et consommateurs : Base de données, juin 2016, dans Alexandre Moreau, « Échanger la gestion de l'offre contre le bois d'œuvre? », IEDM, mars 2017, https://www.iedm.org/sites/default/files/pub_files/note0317_fr.pdf.

⁵ Ryan Cardwell, Chad Lawley et Di Xiang, « Milked and Feathered: The Regressive Welfare Effects of Canada's Supply Management Regime », *Analyse de politiques*, vol. 41, n° 1, mars 2015, <https://utpjournals.press/doi/10.3138/cpp.2013-062>.

⁶ Vincent Geloso et Alexandre Moreau, « La gestion de l'offre appauvrit les plus pauvres », IEDM, août 2016, <https://www.iedm.org/fr/63229-le-point-la-gestion-de-l-offre-appauvrit-les-plus-pauvres>.

ménages au Canada est de 69 100 \$⁷. À titre de comparaison, le revenu moyen des ménages qui sont propriétaires de fermes laitières est de 147 800 \$ et celui des ménages possédant une ferme avicole est de 180 400 \$. De plus, beaucoup de ces familles sont millionnaires sur papier, grâce à la valeur de leurs quotas. Les avoirs nets moyens d'un producteur laitier sont de 3,8 millions \$, tandis que ceux des producteurs de volaille et d'œufs sont de 5,9 millions \$⁸.

Où sont tous ceux qui prétendent travailler dans l'intérêt des pauvres quand il s'agit de cette question? Ils... sont d'accord avec le statu quo. Ils soutiennent un système qui oblige les plus pauvres de notre société à payer plus que ce qu'ils devraient pour manger, afin de soutenir une caste de quelques milliers de familles riches. Pour une raison ou une autre, c'est ce qui passe pour une pensée « progressiste » parmi les groupes d'intérêts de gauche, et les militants libéraux et néo-démocrates.

Je ne cesse de m'étonner qu'aucun autre élu de gauche ou de droite n'ose s'attaquer à cette question, même si cela contredit leurs prétendus principes fondamentaux. Défendre les pauvres, si vous êtes socialiste, ou défendre le libre marché, si vous êtes conservateur, est moins important pour chacun d'entre eux que de plaire à un groupe d'intérêts minuscule mais influent. Bien sûr, il n'est pas vraiment pertinent de savoir si c'est de gauche ou de droite : de mon point de vue libertarien/conservateur, un véritable libre marché est ce qui profite le plus à tous, y compris aux pauvres.

Le système n'est pas seulement néfaste pour les consommateurs. Bien qu'il profite certainement à une petite minorité d'agriculteurs, on peut faire valoir qu'il est injuste pour beaucoup d'autres dans l'industrie agroalimentaire.

Cela peut coûter entre 20 000 \$ et 40 000 \$⁹, selon la province dans laquelle vous êtes, pour avoir le droit de traire une vache, sous la forme d'un quota de production. Bien sûr, si vous-même ou vos parents avez obtenu ces quotas gratuitement au début des années 1970 lorsque le système a été établi, ou si vous avez fini de rembourser le prêt pour les payer, vous avez maintenant un

⁷ Statistique Canada, Tableau CANSIM 206-0031 : Limite supérieure du revenu, part du revenu et revenu moyen du revenu du marché, total et après impôt, selon le type de famille économique et le décile de revenu, Canada et provinces, annuel, 2015, <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?lang=fra&id=2060031&retrLang=fra>.

⁸ Statistique Canada, Tableau CANSIM 002-0072 : Enquête financière sur les fermes, structure financière selon les types d'exploitations, moyenne par ferme (revenu agricole brut égal ou supérieur à 25 000 \$), 2015, <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?lang=fra&id=20072>.

⁹ Les Producteurs de lait du Québec, Prix des quotas dans les autres provinces du Canada, <http://lait.org/fichiers/stats/2017/201701PQ.pdf>.

« actif » qui peut valoir des millions de dollars. Pour ceux qui prennent leur retraite ou qui se retirent de l'entreprise et vendent leurs quotas, il s'agit d'un gain exceptionnel considérable.

Cependant, si vous êtes un jeune agriculteur qui aimerait se lancer en affaires dans ce domaine, le coût des quotas est particulièrement prohibitif. Vous devez déboursier ces millions de dollars avant même d'acheter les vaches, ou les poulets, juste pour avoir le droit de produire. Imaginez si vous aviez pu utiliser cet argent pour acheter des pièces d'équipement plutôt que des morceaux de papier? Votre ferme aurait pu devenir plus efficace et plus rentable, ce qui aurait profité à vous et aux consommateurs de vos produits. C'est un problème majeur dans un secteur où les producteurs vieillissent et il est très difficile d'inciter la prochaine génération à prendre la relève sur les fermes.

Les agriculteurs innovants sont également pénalisés par le fait qu'ils ne peuvent pas prendre de l'expansion pour répondre à la demande mondiale croissante pour leurs produits. En Chine, en Inde et sur d'autres marchés asiatiques, des pays où les produits laitiers ne font traditionnellement pas partie de l'alimentation quotidienne, les choses changent et la demande augmente rapidement. Les producteurs des États-Unis, d'Europe, d'Australie et de Nouvelle-Zélande peuvent profiter de ces opportunités sans aucune concurrence du Canada.

Nos grandes entreprises de transformation laitière comprennent certainement que la croissance future est limitée dans le marché canadien, et c'est pourquoi elles investissent beaucoup à l'étranger. Saputo, l'un des géants canadiens du secteur, figure parmi les quatre principaux transformateurs laitiers en Argentine et en Australie, les trois principaux producteurs de fromage et les plus importants producteurs de produits laitiers à durée de conservation prolongée et de culture bactérienne aux États-Unis¹⁰.

Les agriculteurs sous gestion de l'offre ne représentent qu'environ 10 % de tous les agriculteurs au Canada¹¹. L'attention excessive que les gouvernements canadiens ont accordée au système est certainement injuste pour les autres

¹⁰ Saputo, Portrait de la société, <http://www.saputo.com/fr-CA/investisseurs/trousse-de-l'investisseur/portrait-de-la-societe>.

¹¹ Les chiffres varient entre 8 et 13% selon la façon dont le calcul est fait. Statistique Canada, Tableau CANSIM 004-0200 : Recensement de l'agriculture, fermes classées selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), 2016, <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?lang=fra&id=40200&retrLang=fra>; Statistique Canada, Tableau CANSIM 002-0072 : Enquête financière sur les fermes, structure financière selon les types d'exploitations, moyenne par ferme (revenu agricole brut égal ou supérieur à 25 000 \$), 2015, <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?lang=fra&id=20072>.

90 % des agriculteurs qui n'ont pas été en mesure de développer leurs marchés d'exportation autant qu'ils le pourraient autrement. Jusqu'à présent, le Canada s'est toujours concentré, lorsqu'il a négocié des accords commerciaux, davantage sur la protection des secteurs visés par la gestion de l'offre que sur l'ouverture de nouveaux marchés pour les autres secteurs agricoles. Si nous avions ouvert nos marchés aux produits laitiers, aux œufs et à la volaille, nous aurions peut-être pu négocier un meilleur accès aux marchés étrangers pour notre bœuf, notre porc, nos céréales et d'autres produits.

Au-delà des producteurs eux-mêmes, la gestion de l'offre est également injuste pour toutes les entreprises du secteur de la préparation des aliments, comme les restaurants qui sont obligés de payer davantage pour des produits de base et sont donc moins compétitifs et rentables. Afin de satisfaire un lobby petit mais puissant, nous limitons le développement de milliers d'autres entreprises agricoles et agroalimentaires à travers le pays, et empêchons la création de milliers d'emplois dans ces autres secteurs.

L'influence néfaste de la gestion de l'offre va même au-delà et pourrait affecter de nombreux autres secteurs de notre économie. Étonnamment, le système pourrait être en partie responsable non seulement pour un libre-échange moins étendu avec les autres pays, mais aussi pour un libre-échange moins étendu à l'intérieur même du Canada.

Bien que peu de gens l'aient remarqué, un seul groupe est intervenu devant la Cour suprême en décembre 2017, outre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, à l'appui des obstacles au commerce interprovincial dans l'affaire Comeau : le lobby de la gestion de l'offre. En raison de la façon dont les quotas sont répartis à l'échelle provinciale, sans possibilité de les échanger d'une province à l'autre, les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada sont intervenus conjointement pour expliquer au tribunal que la suppression des obstacles au commerce interprovincial « pourrait entraîner la destruction de la gestion de l'offre »¹². Protéger son système fermé et rigide, nous dit le lobby de la gestion de l'offre, est plus important que de se débarrasser de barrières interprovinciales

¹² Bobbi-Jean MacKinnon, « New Brunswick needs alcohol revenue to cover social costs of drinking, Supreme Court told », CBC News, 6 décembre 2017, <http://www.cbc.ca/news/canada/new-brunswick/supreme-court-interprovincial-trade-alcohol-comeau-new-brunswick-1.4381048>.

qui coûtent à l'économie canadienne entre 50 et 130 milliards de dollars par année¹³.

Arguments en faveur de la gestion de l'offre

De nombreux arguments sont utilisés pour justifier la gestion de l'offre. J'ai déjà mentionné la justification selon laquelle elle permet aux agriculteurs d'obtenir des revenus stables et prévisibles. C'est certainement vrai, mais dans une économie qui change et s'adapte constamment, ce n'est pas pertinent. Personne ne devrait avoir le droit de forcer les autres à payer pour satisfaire son désir d'avoir un revenu stable. C'est simplement immoral.

On dit aussi que la gestion de l'offre est nécessaire si nous voulons nous assurer que nos communautés rurales restent dynamiques et économiquement viables. Sans cela, ses partisans prédisent que les fermes disparaîtraient rapidement et que cela dévasterait les zones rurales où elles sont concentrées. Ma circonscription de Beauce est composée de plusieurs petites collectivités essentiellement rurales et je prends certainement cet argument au sérieux. Mais la gestion de l'offre n'est pas la solution.

Le nombre de fermes laitières dans ce système a diminué comme les autres types de fermes au cours du dernier demi-siècle. Il y en avait 113 008 lorsque le système a été mis en place en 1971, mais il en restait seulement 10 951 en 2017¹⁴. Cela signifie que 90 % des fermes laitières ont disparu au cours de cette période, et leur nombre continue de diminuer de plusieurs centaines chaque année. À ce rythme, ces fermes compteront pour une infime partie de l'emploi rural au Canada d'ici une autre génération. Ne vous méprenez pas. Je ne dis pas que ces fermes ne sont pas importantes et que c'est une raison pour les laisser disparaître. Tout ce que je dis, c'est que la gestion de l'offre n'a pas empêché le déclin de l'emploi rural, et l'argument selon lequel nous devons la conserver afin de garder les communautés rurales économiquement fortes et dynamiques n'est pas valable.

Un argument sans fondement de la part des partisans de la gestion de l'offre qui revient constamment dans le débat est que les prix ne sont pas plus élevés au Canada qu'aux États-Unis et dans d'autres pays, qu'ils sont tout simplement

¹³ Lukas Albrecht et Trevor Tombe, « Internal Trade, Productivity and Interconnected Industries: A Quantitative Analysis », *The Canadian Journal of Economics*, vol. 49, no 1, février 2016.

¹⁴ Centre canadien d'information laitière, Nombre de fermes, vaches et génisses laitières, http://www.dairyinfo.gc.ca/index_f.php?s1=dff-fcil&s2=farm-ferme&s3=nb.

dans la moyenne. Il est facile de vérifier si cette affirmation est vraie : il suffit de franchir la frontière. Quiconque a été dans une épicerie aux États-Unis aura été étonné par les bas prix qu'on y trouve, parfois la moitié moins qu'ici. Bien sûr, il y a des différences régionales, des produits vendus à perte pour attirer la clientèle et des promotions temporaires, et il est difficile d'obtenir une image complète et exacte dans un si grand marché. Mais si les prix canadiens sont si compétitifs, pourquoi les agriculteurs prétendent-ils en même temps que leur part de marché s'effondrerait, et la plupart de nos fermes disparaîtraient, si nous autorisions les importations américaines¹⁵? Pourquoi avons-nous besoin de tarifs de 150 % à 300 % sur les produits étrangers pour protéger les produits nationaux? Pourquoi le protectionnisme commercial est-il l'un des trois « piliers » du système, sans lequel tout le monde s'accorde à dire qu'il s'effondrerait? Vous ne pouvez pas avoir raison dans les deux sens. Prétendre que les prix ne sont pas plus élevés au Canada et, en même temps, qu'il est nécessaire d'être protégé contre les prix plus bas des produits importés est une contradiction évidente.

Pour contrer l'argument selon lequel la gestion de l'offre dépend d'une interdiction des importations, les partisans affirment que le Canada achète en fait beaucoup plus de produits laitiers des États-Unis que nous leur en vendons. C'est vrai (bien que ces importations ne représentent qu'une infime partie du marché), mais pas parce que nous avons un marché ouvert.

Il y a quelques années, les producteurs de lait américains ont mis au point un nouveau produit, le lait diafiltré, qui n'était pas couvert par les tarifs douaniers élevés du Canada. Les transformateurs laitiers canadiens ont commencé à en acheter de plus en plus pour fabriquer du fromage, parce que ce produit était beaucoup moins cher que le lait canadien, contenait plus de protéines et occasionnait moins de pertes. Le lobby des producteurs laitiers a consacré beaucoup d'efforts à faire pression sur le gouvernement pour qu'il élimine cette « échappatoire » dans son troisième pilier. Un accord au sein de l'industrie à l'été 2016 a toutefois résolu temporairement la crise. Il offrait aux transformateurs une nouvelle catégorie de lait meilleur marché – moins coûteux parce qu'il faisait l'objet d'une subvention croisée au sein du système, ce qui ne peut être obtenu que dans un système bureaucratiquement contrôlé et géré. Ce qui est ironique, c'est que non seulement des multinationales privées de la transformation comme Parmalat et Saputo achetaient du lait diafiltré importé, mais aussi des

¹⁵ En janvier 2018, le lobby de la gestion de l'offre a publié une étude selon laquelle les producteurs canadiens perdraient de 40 à 70 % de leur marché de volaille, 80 à 90 % de leur marché d'œufs et tout leur marché de dindon si les importations américaines étaient autorisées, du fait qu'ils seraient incapables de subir cette concurrence. Éric Desrosiers, « Les agriculteurs ne veulent plus céder un pouce, même pour sauver l'ALENA », *Le Devoir*, 20 janvier 2018.

transformateurs contrôlés par les producteurs de lait, comme la coopérative Agropur. En tant que transformateurs, ils savaient qu'ils avaient intérêt à acheter un intrant moins cher, mais en tant que producteurs, ils essayaient de fermer cette porte. Il ne pourrait y avoir de meilleur exemple pour illustrer à quel point le système est dysfonctionnel.

Cette échappatoire a donc été en bonne partie éliminée pour l'instant, même si cela a irrité les producteurs américains qui vendaient ce lait diafiltré, et a donné au président Donald Trump un autre prétexte pour critiquer le Canada dans sa quête d'une renégociation de l'ALÉNA (plus de détails à ce sujet ci-dessous). Pendant ce temps, nos exportations vers le marché américain restent très faibles. Parce que le système est basé sur le contrôle de la production et des prix élevés, nous n'avons pas grand-chose à leur vendre. Le déficit commercial des produits laitiers que nous avons avec les États-Unis n'est donc pas une conséquence de l'ouverture des marchés canadiens, mais un effet secondaire du fait que le système est fermé et rigide. Il ne peut pas s'adapter facilement au changement. Un nouveau produit innovant développé par notre voisin a suffi à le perturber. L'innovation n'est tout simplement pas censée se produire dans les systèmes planifiés, à moins que les bureaucrates eux-mêmes ne la « planifient » de telle sorte qu'elle ne provoque aucune perturbation. Aucune destruction créatrice schumpétérienne n'est autorisée dans ce domaine!

Lorsque les partisans de la gestion de l'offre admettent enfin que le consommateur canadien paie plus qu'il ne le devrait, ils passent à un autre argument. Ils prétendent que l'abolition du système signifierait simplement que les Canadiens devraient alors les soutenir par l'entremise de leurs impôts, pour financer des subventions semblables à celles que tous les autres pays accordent aux agriculteurs. La beauté de la gestion de l'offre, disent-ils, c'est qu'elle fonctionne sans subventions et qu'elle coûte moins cher aux Canadiens que si les gouvernements distribuaient l'argent des contribuables.

Cet argument ne tient pas non plus. Les producteurs laitiers canadiens reçoivent beaucoup plus de soutien que les agriculteurs aux États-Unis, en Europe et en Australasie. Selon l'OCDE, 44 % de leurs revenus proviennent de la subvention implicite des consommateurs, alors que les producteurs laitiers américains ne reçoivent que 13 % de leurs revenus en subventions gouvernementales, les agriculteurs européens 5 %, et les agriculteurs australiens et néo-zélandais n'obtiennent rien du tout¹⁶. Ainsi, même si nous abolissions la gestion de l'offre et

¹⁶ OCDE, 2017 - Suivi et évaluation : indicateurs de produit individuel, 2016, https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=MON2017_SINGLE_COMMODITY_INDICATORS.

subventionnions nos producteurs laitiers au même niveau que le gouvernement américain, les Canadiens économiseraient environ 2 milliards \$ chaque année par rapport à ce qu'ils paient dans le système actuel.

Selon un argument connexe, compenser les agriculteurs pour la perte de leurs quotas coûterait une somme tellement astronomique que c'est tout simplement irréalisable. Si vous vous arrêtez à la valeur marchande des quotas, estimée à 35 milliards de dollars en 2016¹⁷, la somme semble effectivement hors de portée. Mais ce n'est pas ce montant que le gouvernement aurait à déboursier pour les racheter.

Dans les années 1970, lorsque le système a été établi, les agriculteurs qui recevaient des quotas sur la base de la production historique les obtenaient gratuitement. Rares sont ceux qui sont encore en affaires, mais dans certains cas leurs enfants ont hérité des fermes, sans rien payer eux non plus pour les quotas. Les agriculteurs qui sont entrés dans le secteur depuis lors ont acheté des quotas à des prix inférieurs à ceux d'aujourd'hui, puisque ceux-ci n'ont cessé d'augmenter.

Il faudrait également tenir compte du fait que les agriculteurs ont bénéficié de prix artificiellement élevés pendant toutes ces années. Même s'ils devaient s'endetter pour acheter des quotas onéreux, cet « investissement » leur garantissait des rendements intéressants – et stables. Les quotas valent plus aujourd'hui simplement à cause de la rareté artificielle créée par le système. Il serait illogique de récompenser les agriculteurs pour cela avec l'argent des contribuables. C'est la valeur comptable des quotas – la somme qui a été payée à l'origine par l'acquéreur – qui devrait servir de base à l'indemnisation. Ceux qui les ont achetés récemment seraient remboursés presque à la pleine valeur marchande, tandis que ceux qui les ont achetés à des prix inférieurs il y a des années recevraient moins, et ceux qui les ont obtenus gratuitement n'auraient rien.

Une étude de l'Institut économique de Montréal a estimé le montant des compensations sur la base de la valeur comptable des quotas à 13 milliards \$, sans déprécier celle-ci au fil des ans pour tenir compte de la rente reçue par les agriculteurs¹⁸. Si le remboursement était graduel sur une période de dix ans, cela

¹⁷ Statistique Canada, Tableau CANSIM 002-0020 : Bilan du secteur agricole, au 31 décembre, et ratios, 2016, <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?lang=fra&id=20020&retrLang=fra>

¹⁸ Vincent Geloso et Alexandre Moreau, « Mettre fin à la gestion de l'offre en rachetant les quotas », IEDM, juin 2017, http://www.iedm.org/files/lepoint0717_fr.pdf.

coûterait au gouvernement fédéral 1,6 milliard \$ par année, pour un total de 16 milliards \$ (ce qui correspond à la valeur dans dix ans de 13 milliards \$ aujourd'hui). C'est certainement une somme très raisonnable lorsqu'on sait qu'Ottawa prévoit dépenser 338 milliards \$ en 2018-2019.

Une autre étude du Conference Board du Canada, qui, elle, applique une dépréciation de la valeur des quotas, a établi un montant encore plus faible. Dans ce scénario, le rachat coûterait entre 3,6 et 4,7 milliards \$ au total¹⁹. N'oubliez pas qu'en même temps qu'ils devraient payer des impôts pour financer ce rachat, les Canadiens économiseraient des milliards de dollars chaque année grâce aux prix plus bas qu'ils paieraient pour ces produits.

En passant, ces chiffres illustrent à quel point il était absurde de promettre 4,3 milliards \$ aux producteurs sous gestion de l'offre lorsque l'accord de libre-échange du Partenariat transpacifique a été annoncé en octobre 2015. Cet argent aurait été distribué sur 15 ans par le truchement de divers programmes pour compenser l'accès à notre marché accordé aux producteurs étrangers. Il comprenait également des compensations pour une certaine ouverture additionnelle de notre marché aux fromagers européens.

Comme nous venons de le voir, selon les calculs du Conference Board, 4,3 milliards \$ auraient suffi pour racheter tous les quotas et se débarrasser complètement du système. Cela représentait un tiers du montant nécessaire, selon les calculs de l'IEDM. Mais les contribuables canadiens auraient eu à débours cet argent de toute façon seulement pour indemniser les agriculteurs pour des importations représentant des portions minuscules du marché : 3,25 % de la production laitière, 2,3 % de la production d'œufs, 2,1 % de la production de poulet et 2 % de la production de dinde²⁰. Le gouvernement – oui, le gouvernement dont je faisais partie, cela m'attriste de l'admettre – voulait s'assurer, à peine quelques semaines avant les élections, que personne, ni les lobbies de la gestion de l'offre, ni les partis d'opposition, ne le critiquerait de ne pas avoir suffisamment compensé les agriculteurs.

Un argument stupide auquel j'ai dû répliquer à d'innombrables reprises durant la course à la chefferie était que la gestion de l'offre protège les consommateurs

¹⁹ Michael Grant, Richard Barichello, Mark Liew, et Vijay Gill, « Réformer la gestion de l'offre des produits laitiers : Plaidoyer pour la croissance », Le Conference Board du Canada, 6 mars 2014, <http://www.conferenceboard.ca/e-library/abstract.aspx?did=6084>.

²⁰ Janyce McGregor, « TPP deal 'in best interests' of Canadian economy, Stephen Harper says », CBC News, 5 octobre 2015, <http://www.cbc.ca/news/politics/canada-election-2015-tpp-agreement-atlanta-1.3254569>.

canadiens contre le mauvais lait américain rempli d'hormones de croissance. Si nous ouvrons nos portes aux importations, nous serons forcés de boire cette substance empoisonnée et nous tomberons malades!

La somatotropine bovine est une hormone de croissance produite naturellement par les vaches. Il est vrai que la version synthétique, appelée somatotropine bovine recombinante, n'est pas approuvée pour la vente au Canada. Elle est utilisée sur une petite proportion des vaches aux États-Unis pour augmenter la production de lait. Dans les années 1990, Santé Canada a déterminé que, même si elle ne présentait aucun risque pour la santé des humains, elle soulevait des problèmes de santé animale, comme une incidence plus élevée d'infections du pis. L'hormone est détruite par la pasteurisation. Il n'y a tout simplement aucune base scientifique pour justifier cette peur²¹. (Et en passant, la plupart des producteurs de bœuf canadiens utilisent aussi des hormones de croissance, pas la somatotropine bovine, mais d'autres types approuvés par le gouvernement.)

Cependant, pour ceux qui ne veulent toujours pas boire de lait provenant de vaches ainsi injectées, il existe un mécanisme simple fourni par le libre marché : le choix! Même si nous importons ce type de lait, tout le monde pourra encore acheter du lait canadien ou du lait américain de vaches non injectées avec l'hormone. Si c'est ce que veulent de nombreux consommateurs, les distributeurs seront incités à répondre à cette demande en apposant l'étiquette appropriée, ou seront obligés de l'indiquer par mesure réglementaire. De plus, le gouvernement pourrait décider de ne pas autoriser l'importation de lait provenant de vaches injectées avec l'hormone, et les producteurs américains qui veulent vendre au Canada devront se conformer à cette décision, tout comme nos producteurs de bœuf respectent les normes du Japon lorsqu'ils y exportent leurs produits. Bref, ce n'est qu'un autre mythe utilisé par les partisans de la gestion de l'offre pour effrayer les Canadiens.

Comment le lobby de la gestion de l'offre influence la politique

Malheureusement, les sondages indiquent que la vaste majorité des Canadiens n'ont que peu de connaissances, sinon aucune, sur ce qu'est la gestion de l'offre. Selon une enquête réalisée à l'été 2017, une majorité de 58 % des

²¹ Santé Canada, Foire aux questions - Stimulateurs de croissance hormonaux. <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/medicaments-produits-sante/medicaments-veterinaires/infofiches-faq/stimulateurs-croissance-hormonaux.html>; Valérie Borde, « Faut-il avoir peur... des vaches américaines? », *L'actualité*, 12 mai 2016, <http://lactualite.com/lactualite-affaires/2016/05/12/faut-il-avoir-peur-des-vaches-americaines/>.

répondants à l'échelle du pays ont déclaré ne rien savoir à ce sujet. Seulement 4 % ont dit en savoir « beaucoup », le reste en sachant « un peu »²². Ce qu'ils savent et ont entendu dire est probablement surtout positif, étant donné que jusqu'à récemment, il n'y avait presque aucune critique du système dans les médias et le monde universitaire ni, bien sûr, dans les débats politiques.

Bien qu'ils ne représentent qu'une petite partie de notre économie, les secteurs soumis à la gestion de l'offre, et en particulier le lobby des producteurs laitiers, sont extrêmement efficaces lorsque vient le temps de défendre leurs privilèges. Ils disposent d'une imposante bureaucratie syndicale et de budgets énormes, et ils les utilisent pour influencer l'opinion publique et pour maintenir la pression sur les politiciens et les fonctionnaires fédéraux et provinciaux de l'Agriculture. Au Québec, tout le monde sait que l'Union des producteurs agricoles est plus ou moins une extension du ministère provincial de l'Agriculture – ou peut-être est-ce l'inverse?

Le lobby de la gestion de l'offre veille à ce que les professeurs d'université, les chercheurs et les étudiants dans le domaine de l'agriculture sachent où réside leur intérêt. Une recherche rapide sur internet révèle qu'il distribue des millions de dollars pour financer la recherche, les chaires universitaires, les bourses de maîtrise et de doctorat, et divers programmes à travers le pays, dont plusieurs sont directement liés à l'enseignement de la « mise en marché collective des produits agricoles »²³.

Le lobby fait également pression sur tous les élus. Depuis ma première élection en tant que député en 2006, des représentants de la section locale de l'Union des producteurs agricoles viennent à mon bureau deux fois par année en Beauce pour « me tenir au courant » des questions agricoles. Ils n'ont jamais manqué de discuter de la gestion de l'offre.

²² Angus Reid Institute, « Supply Management : Most Canadians say scrapping system should be on the table during NAFTA talks », 2 août 2017, <http://angusreid.org/supply-management-nafta-renegotiation/>.

²³ Pour l'Université Laval au Québec, voir par exemple la Chaire d'analyse de la politique agricole et de la mise en marché collective, <http://www.capammc.fsa.ulaval.ca/a-propos/partenaire/>, et la Chaire de leadership en enseignement de la mise en marché collective des produits agricoles, <https://www.ulaval.ca/les-etudes/chaire-de-leadership-en-enseignement-cle/les-chaire-de-leadership-en-enseignement/mise-en-marche-collective-des-produits-agricoles.html>, toutes deux financées par l'Union des producteurs agricoles. Un autre chercheur de cette université est financé par les Producteurs d'œufs du Canada, <https://www.fsa.ulaval.ca/recherche/regroupement-de-chercheurs/chaire/chaire-en-partenariat/economique-sur-industrie-des-oeufs/>.

Toute cette dynamique est, bien sûr, un exemple typique de l'analyse proposée par la théorie des « choix publics » dont j'ai parlé dans un chapitre précédent, qui explique ce qui se passe lorsque les avantages d'une politique sont concentrés au sein d'un petit groupe, alors que les coûts sont dispersés parmi la population en général. Bien qu'il serait à leur avantage de s'y opposer, monsieur et madame Tout-le-monde n'auront guère d'incitation à le faire. Il est simplement trop compliqué et coûteux de s'informer et de s'organiser pour atteindre cet objectif, comparativement à ce qu'ils pourraient économiser si la politique était modifiée. Au contraire, le groupe qui en bénéficie est fortement incité à s'organiser, à mobiliser ses membres, à s'informer, à être politiquement actif et à faire tout son possible pour maintenir la politique en place, car il a tellement à perdre. Bien que ce groupe d'intérêts soit beaucoup plus restreint que la population affectée négativement par la politique, son influence politique est beaucoup plus grande que celle d'un groupe amorphe de citoyens non informés et non organisés.

Cette explication est très pertinente. Comme nous le verrons plus loin, il est très probable que les votes d'un petit nombre d'agriculteurs dans quelques circonscriptions clés aient fait la différence dans les résultats définitifs de la course à la chefferie du Parti conservateur. C'est le cas classique de la façon dont les groupes d'intérêts peuvent avoir un impact surdimensionné : vous mobilisez vos troupes limitées pour vaincre tout politicien qui menace vos intérêts, ce qui garantit que personne d'autre n'osera faire la même chose. Cependant, les élections pour élire un gouvernement se déroulent selon des règles différentes d'une course à la chefferie, et l'influence du lobby doit être ressentie dans des centaines de circonscriptions. Compte tenu du nombre sans cesse décroissant d'agriculteurs sous gestion de l'offre, nous avons peut-être atteint un point où cette dynamique est sur le point de s'effondrer.

Martha Hall Findlay a été la première candidate à la chefferie d'un grand parti politique canadien à proposer l'abolition de la gestion de l'offre lorsqu'elle a participé à la course libérale de 2012-2013, même si elle n'était pas députée, ayant été défaite à l'élection générale de 2011. Ses arguments étaient essentiellement les mêmes que les miens. Malheureusement, elle aussi a perdu cette course, mais pas à cause du lobby de la gestion de l'offre. Sa candidature a été éclipsée par celle du candidat vedette, Justin Trudeau, et les questions qu'elle a soulevées n'ont pas attiré beaucoup d'attention au-delà des cercles libéraux. Elle s'est retrouvée en troisième place avec seulement 6 % des voix, loin derrière les 79 % de Trudeau²⁴.

²⁴ Wikipedia, Liberal Party of Canada leadership election, 2013. https://en.wikipedia.org/wiki/Liberal_Party_of_Canada_leadership_election,_2013#Results.

Mme Hall Findlay a dit à une intervieweuse que lorsqu'elle était députée, beaucoup de ses collègues lui ont secrètement déclaré que « nous savons que [la gestion de l'offre] doit être abolie, mais nous n'avons tout simplement pas les votes nécessaires pour y arriver ». « Ça me rendait folle », dit-elle²⁵. Par la suite, elle a publié une fascinante étude pour la School of Public Policy de l'Université de Calgary qui non seulement explique les raisons économiques justifiant le démantèlement du système, mais également pourquoi, contrairement à ce que l'on croit généralement, c'est politiquement réalisable²⁶.

Elle a examiné le nombre de fermes laitières dans chacune des 308 circonscriptions électorales du Canada et a analysé comment les résultats des élections de 2011 auraient été différents si ces agriculteurs et la communauté du secteur laitier avaient voté contre le gouvernement Harper après une décision d'abolir la gestion de l'offre. Elle a constaté qu'il n'y avait que 13 circonscriptions au Canada avec plus de 300 fermes laitières, huit au Québec et cinq en Ontario (incluant la mienne, en troisième place avec 465 fermes). Les conservateurs détenaient avec une marge confortable huit de ces circonscriptions. Sa conclusion? Le résultat global des élections n'aurait pas été très différent. « Il y a maintenant peu ou pas de circonscriptions où les votes du secteur laitier pourraient de façon plausible modifier le résultat, surtout si on les compare aux votes de tous ceux dans les mêmes circonscriptions qui bénéficieraient du démantèlement de la gestion de l'offre.

Cette analyse serait encore plus pertinente si elle était appliquée à un gouvernement libéral plutôt qu'à un gouvernement conservateur. Le Parti conservateur a tendance à être plus fort dans les circonscriptions rurales que le Parti libéral. Les libéraux auraient très peu à perdre sur le plan électoral s'ils décidaient de supprimer la gestion de l'offre. Au contraire, ils auraient finalement quelque chose de concret à mettre de l'avant quand ils disent que leur priorité est d'aider la classe moyenne. Dans le contexte des renégociations de l'ALÉNA, ils pourraient soutenir qu'ils n'avaient d'autre choix que de l'abandonner pour arriver à une entente avec l'administration Trump (au moment de rédiger ces lignes au début de 2018, les négociations sont toujours en cours). Je suis surpris que les stratèges libéraux n'y aient encore pensé. Ou peut-être l'ont-ils fait?

²⁵ Carolyn Cooper, « The future of supply management », Food in Canada, 26 mars 2014, <http://www.foodincanada.com/features/future-supply-management/>.

²⁶ Martha Hall Findlay, avec l'aide de Margarita Gres, « Supply Management : Problems, Politics - and Possibilities », The School of Public Policy, Université de Calgary, juin 2012, <https://www.policyschool.ca/wp-content/uploads/2016/03/supply-management-hall-findlay.pdf>.

Faire campagne contre la gestion de l'offre

Je n'ai aucun doute que la gestion de l'offre est mauvaise pour les consommateurs canadiens, mauvaise pour de nombreux agriculteurs et mauvaise pour l'ensemble de notre économie. Compte tenu de tous ces arguments économiques solides, pourquoi ma position n'était-elle pas un fait accompli, comme je l'ai écrit au début de ce chapitre? La réponse courte est que je suis un politicien. Un politicien qui essaie de faire de la politique autrement à coup sûr – et je pense avoir les antécédents pour prouver que c'est le cas. Mais un politicien néanmoins, soumis aux mêmes pressions politiques qui affectent d'autres politiciens, et influencé par la même dynamique expliquée par la théorie des choix publics. Après réflexion, je peux décider de faire les choses autrement sur bien plus de questions que la plupart des autres politiciens. Mais cela ne signifie pas que je fais des calculs totalement différents et que je joue selon des règles totalement différentes. Je n'aurais jamais pu devenir député ou ministre pendant tant d'années si c'était le cas.

Mon positionnement par rapport à la gestion de l'offre a été un sujet récurrent dans les nombreuses conversations que j'ai eues au fil des ans avec Martin Masse, mon plus proche conseiller politique depuis que j'ai été ministre de l'Industrie en 2006-2007, en ce qui concerne mon éventuelle participation à une course à la chefferie. Martin avait toujours été d'avis que je n'avais pas le choix de déclarer mon opposition si je voulais mettre de l'avant une vision claire et être pris au sérieux en tant que conservateur défendant des principes de libre marché. Je ne pouvais pas prétendre me battre contre la logique perverse exposée par la théorie des choix publics en ce qui concerne le pouvoir des groupes d'intérêts, et ensuite succomber à cette logique quand il s'agissait de la gestion de l'offre. La perspective de Martin était toutefois celle du stratège travaillant dans l'ombre; la mienne était celle du politicien qui devait affronter des collègues déçus et des électeurs en colère. J'étais d'accord avec lui en théorie. Mais je n'avais jamais pris de décision définitive.

La recherche de soutien au sein du caucus des députés comptait parmi les raisons importantes qui expliquaient mon hésitation. Un soutien important parmi les collègues au Parlement n'est pas nécessaire pour remporter une course à la chefferie, mais c'est un facteur de plus qui peut y contribuer. Je savais que la plupart des députés refuseraient de me soutenir si je me prononçais contre la gestion de l'offre, même s'ils appréciaient mes autres politiques. Et c'est précisément ce qui s'est passé. Seulement six ont fini par m'appuyer.

Ceci en dépit du fait que plusieurs d'entre eux comprennent parfaitement à quel point le système est mauvais et s'y opposent en privé. Cela inclut au moins un candidat à la chefferie, qui m'a dit préférer une approche fondée sur le libre marché, mais qui croyait ne pas pouvoir être élu chef, et que le parti lui-même ne pourrait remporter une élection, à moins d'appuyer la gestion de l'offre.

Certains de ces politiciens qui soutiennent la gestion de l'offre lorsqu'ils sont au pouvoir, parce qu'ils n'ont pas le choix, ou qu'ils ne voient pas comment ils pourraient réussir autrement, ont au moins le bon réflexe de remettre les pendules à l'heure quand ils quittent la politique et se sentent libres de dire ce qu'ils pensent. Le plus célèbre d'entre eux est bien sûr l'ancien premier ministre Brian Mulroney. Dans un discours prononcé à la conférence agricole GrowCanada à Ottawa en décembre 2014, il a déclaré que le moment était venu de mettre fin à ce régime protectionniste²⁷.

Un autre est Joe Oliver, un ancien collègue que j'estime beaucoup, qui a été ministre des Finances au cours des deux dernières années du gouvernement Harper. Après sa défaite aux élections générales de 2015, il a commencé à rédiger régulièrement des textes percutants dans le *Financial Post*. En avril 2016, quelques semaines avant ma propre annonce, il a publié un texte contenant tous les bons arguments en faveur du démantèlement de la gestion de l'offre. Cela m'a beaucoup encouragé. D'un point de vue de stratégie électorale, il a expliqué que « nous avons trois ans et demi d'ici les prochaines élections fédérales. Cela laisse amplement le temps à l'un des partis de convaincre les Canadiens qu'il serait mieux de ne pas avoir de cartel et d'élaborer un plan pour nous débarrasser de ce fardeau d'une manière qui n'implique pas un suicide politique »²⁸. Évidemment, j'étais entièrement d'accord avec cela. Je lui ai parlé, et il a fini par endosser officiellement ma candidature plus tard durant la campagne.

Alors qu'il devenait de plus en plus évident que je déclarerais ma candidature au printemps 2016, deux anciens membres du personnel politique conservateur, Aaron Gairdner et Steven Barrett, m'ont approché pour offrir leurs services et quelques idées sur la façon de mener ma campagne. Tous deux avaient travaillé

²⁷ Barrie McKenna, « A strong voice challenges an anchor on the Canadian economy », *The Globe and Mail*, 7 décembre 2014, <https://www.theglobeandmail.com/report-on-business/canadians-paying-high-price-for-supply-management-system/article21983265/>.

²⁸ Joe Oliver, « Supply management is milking the poor — and no party will stop it », *Financial Post*, 13 avril 2016, <http://business.financialpost.com/opinion/joe-oliver-supply-management-is-milking-the-poor-and-no-party-will-stop-it>.

pendant de nombreuses années avec le ministre de l'Agriculture Gerry Ritz, Aaron en tant que chef de cabinet et Steven à divers postes de gestion des opérations. Ils allaient plus tard devenir respectivement mon directeur de campagne et directeur des opérations stratégiques. Ils proposaient de différencier ma campagne des autres en poussant encore plus loin l'appui à la gestion de l'offre, afin de calmer les agriculteurs québécois qui pourraient soupçonner que je ne sois pas de leur côté.

Je leur ai dit de discuter de ce plan avec Martin, qui les a convaincus que c'était la mauvaise façon de s'attaquer au problème. Ayant travaillé pendant longtemps dans le milieu des politiques agricoles, ils étaient très conscients que de nombreux conservateurs détestaient la gestion de l'offre, particulièrement dans l'Ouest. Ils savaient que c'était uniquement une façon d'acheter les votes des producteurs laitiers au Québec et en Ontario, où ceux-ci sont concentrés, et ils n'étaient pas particulièrement fiers de la position du parti. Cela a été un soulagement pour eux de l'abandonner, et ils ont conclu qu'il serait beaucoup plus intéressant de se battre pour ce qu'ils savaient juste que de jouer à ce jeu de racolage politique.

De mon côté, je devenais de plus en plus convaincu que je devais faire le saut. Mais l'autre question importante était : à quel moment? Devais-je symboliquement faire de la gestion de l'offre ma première annonce, comme Martin m'y incitait, de façon à établir ma crédibilité dès le début et à me débarrasser de ce problème? Ou devais-je attendre la fin de la campagne? L'attente aurait l'avantage de laisser une porte ouverte pour décider de ne faire aucune annonce si la campagne se déroulait bien et que je ne sentais plus la nécessité de le faire.

Presque tout le monde dans l'équipe préférait éviter les réactions qu'une annonce précoce provoquerait et attendre le plus longtemps possible. Mon père Gilles, en particulier, y était totalement opposé. Il avait développé une relation avec les fermiers de la Beauce depuis le temps qu'il avait été député pendant les années Mulroney. Il craignait que cela élimine toute chance que j'avais de gagner la course. Jacques Gourde, mon collègue député de Lévis-Lotbinière qui a joint ma campagne en tant que coprésident pour le Québec, avait un autre bon argument en faveur d'un report. Selon lui, cela donnerait aux agriculteurs une année complète pour faire signer des cartes de membre et organiser leur opposition à ma candidature si je faisais une annonce précoce. Mieux valait rester discret et ne pas susciter leur opposition dès le départ.

Comme je l'ai raconté au début de ce chapitre, le barrage quotidien de questions et de critiques que je devais affronter de la part des journalistes et des partisans conservateurs était l'autre facteur émotionnel et stratégique clé dans ma prise de décision. Je devais soit prendre position, soit être perçu comme un hypocrite. Allais-je devoir endurer cela pendant toute la durée de la course? Pendant une année entière? Cette perspective m'apparaissait insupportable. De plus, cela aurait très bien pu miner complètement ma crédibilité et détruire mon principal avantage vis-à-vis de mes concurrents.

Le 8 avril, David Clement, qui avait joint notre équipe en tant qu'analyste des médias, a envoyé un courriel dans lequel il passait en revue la couverture médiatique de l'annonce officielle de ma candidature. Il notait alors que :

Malheureusement, une grande majorité des articles mentionnent le soutien de Maxime à la gestion de l'offre et comment cela contraste avec ses opinions plus libertariennes sur la diminution du rôle de l'État dans l'économie privée. Cette question pourrait devenir un obstacle majeur dans la campagne si elle n'est pas réglée convenablement. Les thèmes de la campagne de Maxime sont passion, conviction et principes, nous voudrions donc nous assurer que la gestion de l'offre ne devient pas un boulet pour le reste de la campagne.

Martin et moi avons passé plusieurs heures additionnelles au téléphone à discuter des différents arguments et options. Et puis j'ai finalement pris la décision de faire une annonce le plus tôt possible. Je ne pouvais pas passer toute la campagne à tergiverser et à être constamment sur la défensive. Je devais aller de l'avant et défendre ce en quoi je croyais. Ça allait passer ou casser avec la gestion de l'offre.

Le 31 mai, j'ai fait mon annonce sur la gestion de l'offre lors d'une conférence de presse à Ottawa. J'ai expliqué pourquoi je n'avais jamais clairement exprimé mon opposition à ce système pendant ma décennie en politique. J'ai énuméré les raisons pour le démanteler. J'ai proposé de le faire sur une période de cinq à dix ans avec une élimination graduelle des barrières à l'importation et un prélèvement temporaire sur les produits soumis à la gestion de l'offre pour financer les compensations aux agriculteurs, comme l'Australie l'a fait avec succès au début des années 2000.

J'ai donné une estimation approximative de 18 à 28 milliards \$ pour le coût de ces compensations. Bien que j'étais alors conscient que des compensations

appropriées seraient moins élevées que la valeur marchande totale des quotas, évaluée à 35 milliards \$ tel que mentionné ci-dessus, nous n'avions ni le temps ni les ressources pour faire les calculs complexes nécessaires pour trouver un nombre plus précis. Je n'étais pas au courant de l'étude du Conference Board, et celle de l'IEDM n'avait pas encore été publiée. Si j'avais su qu'elles estimaient la valeur comptable des quotas entre 3,6 et 13 milliards \$, j'aurais utilisé ces chiffres plus bas. J'aurais aussi évité de proposer un prélèvement temporaire pour les financer, ce qui n'aurait pas été nécessaire. Comme on pouvait s'y attendre, certains de mes opposants ont mentionné ce prélèvement pendant la course pour m'accuser de vouloir imposer une nouvelle taxe permanente sur le lait, les œufs et la volaille.

L'annonce a donné son impulsion initiale à ma campagne. J'ai perdu tous mes doutes et mes inhibitions. Je n'ai plus jamais eu peur de discuter et de débattre du sujet, et je l'ai fait à chaque occasion qui s'est présentée. Le sarcasme a progressivement disparu. Je rencontrais régulièrement des gens qui me disaient avoir adhéré à ma campagne à cause de la position que j'avais prise. J'étais fier et heureux de ma décision.

J'ai trouvé une nouvelle occasion d'ajouter une nouvelle dimension au débat au début de novembre, à mi-chemin de la course à la chefferie, lorsque Donald Trump a été élu président des États-Unis. Trump avait promis d'importantes réductions d'impôts, une renégociation de l'ALÉNA, et menaçait d'imposer de nouveaux droits de douane sur le bois d'œuvre canadien. Dans un texte d'opinion paru dans le *Financial Post*, j'ai expliqué que nous avons besoin d'une réponse audacieuse à ces défis si l'économie canadienne devait demeurer compétitive. J'ai proposé mon plan fiscal pour compenser ses réductions d'impôt, mais j'ai aussi brièvement suggéré d'utiliser la gestion de l'offre comme monnaie d'échange pour calmer les tendances protectionnistes de Trump²⁹. Je n'avais aucune idée que cette suggestion ferait tant de chemin.

Cinq mois plus tard, lors d'un discours au Wisconsin, principale région laitière aux États-Unis, Trump prenait le Canada pour cible en raison des récentes restrictions sur les importations de lait diafiltré : « Des choses très injustes sont survenues pour nos producteurs laitiers et pour d'autres, et nous allons commencer à nous pencher là-dessus »³⁰. Nous avons réagi rapidement. Le

²⁹ Maxime Bernier, « In the era of Trump, Canada can't afford these tax-and-spend policies », *Financial Post*, 15 novembre 2016, <http://business.financialpost.com/opinion/maxime-bernier-in-the-era-of-trump-canada-cant-afford-these-tax-and-spend-policies>.

³⁰ The Canadian Press, « 'What happened?' : Canadian dairy farmers being 'very unfair' to U.S. counterparts, Donald Trump says », *National Post*, 18 avril 2017, <http://www.nationalpost.com/news/canada/dairy-farmers-are-being-unfair-to-us-counterparts-trump-says-2017-04-18>.

lendemain, le *Globe and Mail* publiait ma lettre ouverte au président, dans laquelle j'écrivais :

Je suis d'accord avec vous pour dire que ce système protectionniste est injuste pour les agriculteurs du Wisconsin et d'autres États, qui ne peuvent pas faire de meilleures affaires en vendant leurs produits à leurs voisins canadiens. Mais vous m'excuserez si je vous dis que je suis surtout désolé pour un groupe beaucoup plus important : les 35 millions de Canadiens qui paient en moyenne deux fois plus qu'ils ne le devraient pour leurs œufs, leur poulet et leurs produits laitiers³¹.

J'ai ensuite expliqué au président que les producteurs et les consommateurs de nos deux pays y gagneraient s'il démantelait son mur tarifaire contre le bois d'œuvre canadien, et que nous éliminions simultanément nos restrictions sur les importations agricoles.

Cette lettre a provoqué une nouvelle volée de critiques de la part d'autres candidats à la chefferie. J'ai été accusé d'être un négociateur faible parce que j'annonçais que je voulais me débarrasser de la gestion de l'offre avant même d'obtenir une concession en échange. Mais cette critique ratait complètement sa cible. Je ne négociais pas avec les États-Unis. C'est le gouvernement libéral qui négociait. Aucune de mes suggestions n'a eu d'influence sur la position de force ou de faiblesse du Canada à la table des négociations. Ce que je disais, c'est que ce gouvernement devrait utiliser cette carte dans le cadre de la renégociation en cours de l'ALÉNA. Ou alors, si je devenais premier ministre un jour, je l'abolirais de toute façon, simplement parce qu'il ne sert à rien de maintenir une politique qui est mauvaise pour tous les Canadiens. Cela est vrai même sans l'avantage additionnel d'obtenir quelque chose en retour dans des négociations commerciales internationales.

Finalement, en octobre 2017, cinq mois après la fin de la course, et presque un an après que j'aie fait cette suggestion, le gouvernement américain a officiellement exigé la fin de la gestion de l'offre dans le cadre des négociations³². Au moment d'écrire ces lignes, on ne sait toujours pas ce qu'il

[://nationalpost.com/news/canada/what-happened-canadian-dairy-farmers-being-very-unfair-to-u-s-counterparts-trump-rails](http://nationalpost.com/news/canada/what-happened-canadian-dairy-farmers-being-very-unfair-to-u-s-counterparts-trump-rails).

³¹ Maxime Bernier, « Mr. President, you're right : Supply management is unfair », *The Globe and Mail*, 19 avril 2017, <https://www.theglobeandmail.com/opinion/mr-president-youre-right-supply-management-is-unfair/article34748178/>.

³² Alexander Panetta, « The final NAFTA bombshell : U.S. demands Canada end supply management for dairy, poultry, eggs », *National Post*, 17 octobre 2017, [http](http://nationalpost.com/news/canada/what-happened-canadian-dairy-farmers-being-very-unfair-to-u-s-counterparts-trump-rails)

advendra de tout cela. Mais je l'ai considéré comme une petite victoire, pour moi, mon équipe, et pour les consommateurs canadiens.

Pendant les derniers mois de la campagne, alors que les sondages indiquaient que j'avais une chance réelle de devenir le prochain chef, le mouvement d'opposition du lobby de la gestion de l'offre a pris de l'ampleur. Radio-Canada a diffusé un reportage sur des producteurs laitiers qui vendaient des cartes de membre du Parti conservateur à travers le Québec³³. Une page Facebook intitulée *Les amis de la gestion de l'offre et des régions* a été créée et, au début du mois de mai, elle avait recruté plus de 10 500 membres. Au moment où les membres commençaient à recevoir leurs bulletins par la poste, l'instigateur de cette page, Jacques Roy, leur a demandé de voter pour Andrew Scheer³⁴.

Andrew, avec plusieurs autres candidats, était alors occupé à visiter les régions agricoles du Québec, y compris ma propre circonscription de Beauce, pour obtenir l'appui de ces faux conservateurs, uniquement intéressés à bloquer ma candidature et à protéger leurs privilèges. Il est intéressant de noter qu'un an plus tard, la plupart d'entre eux n'ont pas renouvelé leur carte et ne sont plus membres du parti. Durant les derniers mois de la course, le nombre de membres au Québec avait considérablement augmenté, passant d'environ 6000 à 16 000. En avril 2018, selon mon estimation, nous sommes redescendus à environ 6000.

Quelques jours après le vote, Éric Grenier, analyste politique à la CBC, a calculé que si seulement 66 électeurs dans quelques circonscriptions clés avaient voté différemment, j'aurais pu gagner³⁵. Le système de points, selon lequel chaque circonscription du pays représentait 100 points, peu importe le nombre de membres, a donné une importance démesurée à une poignée de circonscriptions comptant peu de membres. Beaucoup plus que 66 agriculteurs sous gestion de l'offre ont évidemment voté, probablement des milliers au Québec, en Ontario et

[://nationalpost.com/news/politics/nafta-u-s-demands-end-to-supply-management-in-canadian-dairy-poultry-eggs](http://nationalpost.com/news/politics/nafta-u-s-demands-end-to-supply-management-in-canadian-dairy-poultry-eggs).

³³ Raphaël Bouvier-Auclair, « La mobilisation des agriculteurs québécois coûtera-t-elle la victoire à Maxime Bernier? », Radio-Canada, 8 mars 2017, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1020973/la-mobilisation-des-agriculteurs-quebecois-couter-t-elle-la-victoire-a-maxime-bernier>.

³⁴ Raphaël Bouvier-Auclair, « Gestion de l'offre : l'initiateur du mouvement contre Bernier appelle à voter Scheer », Radio-Canada, 4 mai 2017, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1031852/jacques-roy-gestion-offre-amis-region-initiateur-mouvement-contre-bernier-soutien-appui-andrew-scheer>.

³⁵ Éric Grenier, « How 66 voters could have cost Maxime Bernier the Conservative leadership », CBC News, 1^{er} juin 2017, <http://www.cbc.ca/news/politics/grenier-bernier-conservative-points-1.4139716>.

dans les autres provinces. J'ai même perdu ma circonscription de Beauce par 51 % contre 49, soit la même proportion que le scrutin national.

Lors du dîner annuel de la tribune de la presse à Ottawa quelques jours après le vote, un gala où des personnalités se moquent des événements politiques de l'année qui vient de s'écouler, Andrew aurait provoqué le plus de rires dans la salle lorsqu'il a déclaré : « Je ne dois certainement pas ma victoire dans la course à la chefferie à qui que ce soit... », s'arrêtant au milieu de la phrase pour prendre une gorgée de lait 2 % d'un berlingot. « C'est une boisson de haute qualité et c'est aussi abordable »³⁶. La blague était drôle justement parce que tout le monde dans la salle savait que c'était précisément pourquoi il avait été élu. Il a fait ce qu'il croyait devoir faire pour obtenir le plus de votes, et c'était tout à fait dans les règles d'un système démocratique. Mais cela aide aussi à expliquer pourquoi tant de gens sont si cyniques à propos de la politique, et avec raison.

Après le vote, j'ai dit à Andrew que je resterais silencieux sur cette question. Il ne servait à rien de continuer à se battre et, ce faisant, de susciter la discorde au sein du parti et faire preuve d'un manque de respect envers le nouveau chef. Le parti avait choisi quelqu'un qui soutenait la gestion de l'offre. Encore une fois, je n'avais aucune légitimité pour remettre en question sa décision démocratique. Mais je ne dirai plus jamais le contraire de ce que je pense en prétendant que c'est un bon système simplement pour préserver l'unité du parti. Une portion substantielle du parti est derrière moi à ce sujet. Et la prochaine fois qu'une opportunité se présentera pour en débattre, je reprendrai mon combat.

Les jours de la gestion de l'offre sont comptés

Alors, finalement, était-ce ou non une bonne décision de prendre fermement position contre la gestion de l'offre? Depuis le vote en mai 2017, beaucoup de gens ont dit publiquement, ou m'ont dit en privé, que je serais le chef conservateur aujourd'hui si je n'en avais pas parlé – de façon à ce que ça ne devienne pas une source de débat dans la campagne – ou du moins si je n'en avais pas parlé si souvent et je n'en avais pas fait un enjeu central de ma plateforme.

³⁶ Janice Dickson, « Who's laughing now? The top ten funny stories in Canadian politics, 2017 », *iPolitics*, 27 décembre 2017, <https://ipolitics.ca/2017/12/27/whos-laughing-now-top-ten-funny-stories-canadian-politics-2017/>.

Je ne vois pas comment j'aurais pu faire campagne autrement. Je n'aurais certainement pas pu prendre position en faveur de la gestion de l'offre. Ma campagne aurait été basée sur un mensonge. Au fil des ans, dans divers discours, j'ai dit à plusieurs reprises que pour que les principes conservateurs finissent par l'emporter, nous devons les défendre ouvertement, avec passion et conviction. Cette phrase a même figuré sur l'en-tête de mon blogue pendant de nombreuses années. De toute évidence, je n'aurais pas pu défendre la gestion de l'offre avec passion et conviction. J'aurais été mal à l'aise, même honteux, tout le long de la course. Nous, les conservateurs, ne sommes pas crédibles quand nous parlons de certains principes, et que nous appuyons ensuite des politiques qui contredisent carrément ces principes. Le sarcasme des trolls et de ces conservateurs partisans du libre marché qui étaient sceptiques à mon égard au début de la course aurait persisté pendant toute la durée de celle-ci, jusqu'à la toute fin.

Même si je n'en avais pas fait un enjeu aussi central, cela n'aurait pas fonctionné. Mes adversaires m'auraient quand même attaqué à ce sujet, et j'aurais semblé faible et constamment sur la défensive. Cela aurait été un fardeau pour ma campagne, mais sans tous les avantages qui en ont découlé. Mon annonce a établi ma crédibilité en tant que défenseur de réformes économiques fondées sur le libre marché dès le début de la course. Cela montrait que je n'avais pas peur d'aborder des sujets controversés. Comme l'a éloquentement écrit le chroniqueur du *National Post* Andrew Coyne en 2012 dans un article qui louait Martha Hall Findlay pour sa position sur la gestion de l'offre durant sa campagne à la chefferie :

Bien qu'il ne s'agisse pas du tout d'un des enjeux les plus brûlants au pays, la division qu'on observe entre, d'une part, l'opinion des experts et les données empiriques et, d'autre part, la classe politique, lui donne un poids symbolique inhabituel. Cela peut servir en quelque sorte de test décisif, de référence pour indiquer le sérieux d'une personne sur le plan politique. Si vous ne pouvez vous résoudre à admettre qu'il est injuste de faire payer aux familles pauvres trois fois le prix de marché du lait pour soutenir une poignée de riches agriculteurs, c'est que vous n'êtes pas un politicien sérieux³⁷.

³⁷ Andrew Coyne, « Martha Hall Findlay's attack on supply management is good for her, better for the Liberals », *National Post*, 22 juin 2012, <http://nationalpost.com/opinion/andrew-coyne-martha-hall-findlays-attack-on-supply-management-is-good-for-her-better-for-the-liberals>.

Il est certain que, comme le craignait Jacques Gourde, j'ai motivé les agriculteurs à s'organiser, à acheter des cartes de membre et à voter contre moi. Mais j'ai également motivé des milliers de personnes à acheter leur carte et à voter pour moi, et à me soutenir avec enthousiasme, car elles ont compris que c'était le symbole le plus évident de mon engagement à faire de la politique autrement. Cette prise de position rapportait également beaucoup d'argent chaque fois que nous la mentionnions dans nos courriels de levée de fonds, ce qui a contribué à payer pour l'organisation de la campagne. C'était certainement une arme à double tranchant. Cela a rendu mes adversaires plus forts, mais cela m'a aussi rendu plus fort. En fin de compte, je crois que ça m'a apporté plus de votes que ça m'en a coûtés. J'aurais probablement perdu avec une plus grosse marge si j'avais fait campagne différemment.

Malgré la défaite et l'échec évident à convaincre suffisamment de membres du parti du mérite de l'abolition de la gestion de l'offre, l'une de mes plus grandes fiertés a été de voir comment le débat semble s'être déplacé dans les mois suivant le vote. Alors que pendant des décennies, il n'y avait eu que de rares mentions critiques de la gestion de l'offre dans les médias, c'est devenu un sujet de discussion régulier pour les éditorialistes et les chroniqueurs.

Un exemple typique de cette situation a été la réaction, en décembre 2017, à la nouvelle selon laquelle de grandes chaînes d'alimentation et des boulangeries canadiennes s'entendaient depuis plus d'une décennie pour maintenir le prix du pain tranché plus élevé que ce qu'il aurait dû être. En l'espace de quelques jours, plusieurs commentateurs ont réagi de la même manière : si vous pensez que le cartel de pain tranché est mauvais, vous devriez vous inquiéter davantage du cartel de la gestion de l'offre sanctionné par le gouvernement!

Même les éditorialistes du *Toronto Star*, un journal présentant généralement des points de vue de centre-gauche soutenant les interventions gouvernementales dans l'économie, ont écrit que « (q)uiconque est fâché des révélations sur la fixation du prix du pain devrait réorienter sa colère là où ça compterait plus : contre les politiques canadiennes préjudiciables au consommateur qui font augmenter les prix que les familles doivent payer pour le lait, le fromage, le poulet et les œufs ». L'article comparait les quelques dollars de plus chaque année que le complot du pain tranché aurait pu coûter aux familles canadiennes

avec les centaines de dollars que la gestion de l'offre coûte à la famille moyenne³⁸.

Dans le *Globe and Mail*, le chroniqueur économique Barrie McKenna a réagi de la même façon : oui, il est scandaleux que les grandes chaînes d'épicerie et les boulangeries conspirent pour augmenter le prix du pain tranché, mais « si vous voulez vraiment vous déchaîner, allez voir l'allée des produits laitiers ou le comptoir de la viande. Là, les producteurs fixent effrontément les prix de douzaines de produits alimentaires essentiels depuis les années 1970 – avec la bénédiction d'Ottawa et des provinces »³⁹. Un éditorial du même journal a également commenté cette question du cartel du pain tranché, notant que « malheureusement, certains des pires cas de restriction de la concurrence découlent d'une politique gouvernementale, et sont donc parfaitement légaux. Pensons simplement à la gestion de l'offre en agriculture, qui augmente artificiellement les prix d'aliments tels les produits laitiers, au profit des producteurs et au détriment des consommateurs »⁴⁰.

Quelques jours plus tard, Peter Shawn Taylor, rédacteur en chef du magazine *Maclean's*, a fait la même remarque dans une tribune du *Waterloo Record* : « À l'exception de Maxime Bernier, ancien candidat à la chefferie du Parti conservateur fédéral, tous les politiciens du pays semblent penser que la fixation des prix pour les produits laitiers et la volaille est une bonne chose, car cela permet de garder les agriculteurs heureux. Pourquoi donc nous intéressons-nous tellement plus à l'humeur des agriculteurs qu'à celle des boulangers? »⁴¹. La réponse à cette question est bien sûr qu'il y a plus de votes à perdre en dénonçant le cartel de la gestion de l'offre que celui du pain tranché.

Si ce gros bon sens économique avait été un tant soit peu plus largement partagé au début de la course à la chefferie, les résultats auraient pu être différents. Je crois que cela marque un changement dans la nature du débat. La théorie des choix publics explique pourquoi de telles politiques sont difficiles à changer, mais elle ne dit pas qu'elles ne peuvent jamais être changées. Plus de gens savent maintenant que la gestion de l'offre est une mauvaise politique. De

³⁸ Editorial Board, « Angry about bread price? Save some for supply management », *Toronto Star*, 20 décembre 2017, <https://www.thestar.com/opinion/editorials/2017/12/20/angry-about-bread-prices-save-some-for-supply-management.html>.

³⁹ Barrie McKenna, « Loblaw's behaviour is outrageous. But so are other schemes to fix the cost of food », *The Globe and Mail*, 21 décembre 2017.

⁴⁰ Éditorial, « A win for the Competition Bureau », *The Globe and Mail*, 22 décembre 2017.

⁴¹ Peter Shawn Taylor, « Where are all my other price-fixing gift cards? », *The Record*, 4 janvier 2018, <https://www.therecord.com/opinion-story/8034471-where-are-all-my-other-price-fixing-gift-cards-/>.

moins en moins d'agriculteurs en bénéficient chaque année. À un certain point, la réalité mathématique va forcer un changement.

Après le travail de terrain que j'ai fait au cours de la campagne, toute personne qui voudra défendre la même position dans une future course à la chefferie ou au sein du gouvernement aura la tâche plus facile. Si ce n'est pas sur la base de principes et de bonnes politiques économiques, le changement surviendra parce qu'il sera devenu inévitable politiquement et économiquement, peut-être très bientôt s'il fait partie du renouvellement de l'ALÉNA. Un système instable basé sur des mensonges, des mesures coercitives, et sur l'exploitation de la majorité au profit d'une minuscule minorité est voué à s'effondrer d'une manière ou d'une autre. Tout comme il était inévitable que le mur de Berlin finisse par tomber.
